



Institut Atlantique Sud | www.institutatlantiquesud.org

LA GUYANE BLEUE ET L'AMAZONIE BLEUE

Souveraineté, Géoéconomie & Coopération Stratégique dans l'Atlantique Sud

Note de recherche stratégique | Institut Atlantique Sud | 2025

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La Guyane Bleue — la Zone Économique Exclusive française au large de la Guyane — et l'Amazonie Bleue brésilienne constituent ensemble l'une des frontières stratégiques les plus sous-exploitées du XXI^e siècle. Ces deux espaces maritimes, qui se joutent dans l'Atlantique Sud équatorial, recèlent des potentiels considérables en minéraux critiques des fonds marins, en hydrocarbures offshore, en biodiversité marine et en routes de navigation stratégiques.

Dans un contexte où l'Europe dépend de la Chine à hauteur de 97 % pour le magnésium, de 71 % pour le gallium et de 90 à 98 % pour les terres rares, cette dépendance structurelle constitue une vulnérabilité de souveraineté. La combinaison de la Guyane Bleue et de l'Amazonie Bleue peut offrir à la France, au Brésil et à leurs partenaires européens un levier alternatif d'une portée géostratégique inédite.

Cet article analyse les conditions géopolitiques, géoéconomiques et institutionnelles d'une coopération atlantique renforcée entre la France, le Brésil et l'Union européenne, articulée autour de trois axes : la souveraineté sur les ressources critiques sous-marines, la sécurité énergétique offshore et la sécurité maritime dans l'Atlantique Sud.

1. L'ATLANTIQUE SUD : UNE FRONTIÈRE STRATÉGIQUE RENOUVELÉE

L'Atlantique Sud n'est plus seulement un espace de transit entre les continents. Au XXI^e siècle, il est devenu une zone de compétition géostratégique intense, où se croisent les intérêts des grandes

puissances mondiales — États-Unis, Chine, Russie — et les aspirations souveraines des États riverains. Pour la France et le Brésil, cet espace représente bien davantage qu'une périphérie maritime : il constitue le cœur de leur présence et de leur influence dans un arc géopolitique qui s'étend du Golfe de Guinée aux confins de l'Antarctique.

Le concept de « minéraux critiques » ne désigne pas une catégorie géologique, mais une condition stratégique. Un minéral devient critique lorsque se conjuguent deux facteurs : sa centralité dans les industries essentielles de la transition énergétique et du numérique — batteries, électronique, défense — et la fragilité perçue de son approvisionnement, en raison de sa concentration dans un nombre restreint de pays fournisseurs ou de processeurs industriels. Cette combinaison — importance industrielle et vulnérabilité de l'offre — explique pourquoi des minéraux connus depuis des décennies ont pris une place centrale dans l'agenda international. Dans ce contexte, le lithium et le cuivre occupent une position particulièrement stratégique : le premier est un intrant clé pour les batteries, le second pour l'électrification et l'infrastructure énergétique. Diverses estimations, dont celles de l'Agence Internationale de l'Énergie (2025), convergent sur une croissance significative de la demande pour ces deux minéraux dans les prochaines décennies, avec des risques concrets de déséquilibre entre offre et demande.

C'est précisément cette convergence qui donne à la Guyane Bleue et à l'Amazonie Bleue une dimension stratégique nouvelle. Les fonds de l'Atlantique Sud équatorial abritent des concentrations significatives de nodules polymétalliques, de sulfures hydrothermaux et de croûtes cobaltifères riches en manganèse, cobalt, nickel, cuivre, zinc et terres rares. À cela s'ajoutent les ressources en hydrocarbures offshore — dont le pré-sal brésilien est la manifestation la plus spectaculaire — et la biodiversité marine, nouvelle frontière de la bioprospection pharmaceutique et industrielle.

Dans l'espace atlantique franco-brésilien, il propose une lecture structurée des enjeux de souveraineté, de géoéconomie et de coopération stratégique dans l'Atlantique Sud, et esquisse les contours d'une architecture atlantique de souveraineté pour le XXI^e siècle.

2. DE LA RESSOURCE À LA VARIABLE STRATÉGIQUE : LA MER COMME LEVIER DE PUISSANCE

2.1 La géopolitique des ressources et le contrôle des chaînes de valeur

La géopolitique des ressources a connu une mutation profonde au cours de la dernière décennie. Le contrôle des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques est désormais considéré, dans les stratégies nationales des grandes puissances, comme un enjeu de souveraineté industrielle et de sécurité nationale au même titre que l'accès aux hydrocarbures au XX^e siècle.

Cette transformation ne résulte pas seulement de l'évolution de la demande. Elle est le produit de décisions politiques délibérées — la politique industrielle chinoise, le Critical Raw Materials Act européen, les Inflation Reduction Act et CHIPS Act américains — qui ont politisé l'accès aux ressources et érigé la sécurité d'approvisionnement en variable stratégique de premier plan. La forte concentration du traitement dans quelques pays — en particulier la Chine — a mis en évidence que le contrôle des chaînes d'approvisionnement ne dépend pas uniquement de la disponibilité des ressources, mais de la capacité à les transformer, les financer et les organiser. C'est pourquoi on parle de plus en plus d'une « diplomatie des minéraux » pour désigner l'action internationale croissante des États dans l'organisation de l'approvisionnement, l'investissement et les conditions d'accès aux marchés des minéraux critiques.

Dans ce contexte, la mer prend une dimension nouvelle. Les fonds océaniques recèlent des concentrations de minéraux critiques potentiellement considérables. L'Autorité internationale des fonds marins (AIFM), créée par la Convention de Montego Bay, gère l'accès à ces ressources dans la Zone internationale, les eaux situées au-delà des juridictions nationales. Or, tant la Guyane Bleue que l'Amazonie Bleue sont positionnées à la périphérie de cette Zone, ce qui confère à leurs titulaires — la France et le Brésil — une influence institutionnelle et opérationnelle de premier ordre.

2.2 L'organisation politique de la demande mondiale

La montée en puissance des minéraux critiques ne s'est pas traduite simplement par une augmentation de la demande, mais par une transformation plus profonde : l'organisation politique de cette demande. Les principales économies industrialisées ont commencé à agir de manière délibérée sur les conditions d'accès à ces ressources, déployant des stratégies combinant instruments diplomatiques, financiers, réglementaires et technologiques.

Un ensemble de mécanismes émergents vise à réduire les vulnérabilités, stabiliser l'approvisionnement et, surtout, à influencer sur les conditions d'intégration des ressources dans les chaînes de valeur. Parmi ces mécanismes se distinguent les accords d'offtake de long terme, la mobilisation de financements publics et privés adossés à ces engagements, l'identification et la promotion de projets jugés stratégiques, et la coordination croissante entre États pour garantir un accès préférentiel.

Ce processus représente un changement qualitatif fondamental : le marché ne se contente plus de réagir aux signaux de prix — il est désormais structuré activement par les États, qui cherchent à influencer sur des variables autrefois hors de leur portée : la prévisibilité de l'approvisionnement, la viabilité des projets et l'allocation future de la production. Cette transformation aboutit à une intégration croissante entre diplomatie économique et sécurisation de l'approvisionnement : les accords bilatéraux et plurilatéraux en matière de minéraux critiques tendent à incorporer des mécanismes opérationnels — engagements d'investissement, facilitation de financements, articulation avec les entreprises — qui transcendent la coopération déclarative.

Des initiatives concrètes illustrent cette évolution. **FORGE** (Forum for Reliable, Open, Green and Equitable Critical Minerals Supply) avance vers des schémas destinés à structurer le fonctionnement du marché entre pays partenaires, incluant des instruments tels que des accords préférentiels, des financements associés aux offtakes et des mécanismes de stabilisation. L'Australie offre un exemple particulièrement clair d'intégration institutionnelle : son agence Austrade ne se limite pas à la promotion des investissements, mais intervient dans l'identification de projets, la structuration de portefeuilles et leur mise en relation avec des acheteurs internationaux, facilitant ainsi des accords d'offtake, des schémas d'investissement conjoint et des financements associés.

Aux États-Unis, la Stratégie de Sécurité Nationale inscrit explicitement l'accès aux minéraux critiques dans le cadre de la sécurité industrielle et de la compétition stratégique mondiale. L'initiative **Project Vault** constitue une innovation notable : il s'agit de réserves structurées à partir de la demande d'acteurs industriels, où les engagements d'achat de long terme permettent d'organiser simultanément financement, acquisition et couverture face aux disruptions. L'agrégation de la demande — permettant à de multiples acteurs de négocier conjointement, de gagner en échelle et d'orienter les investissements — transforme la demande en un instrument actif de politique économique et extérieure.

Dans ce contexte, les risques non commerciaux occupent une place centrale. Les restrictions à l'exportation, l'incertitude réglementaire, l'instabilité politique ou les limites des capacités techniques disponibles affectent directement la sécurité d'approvisionnement. C'est pourquoi les accords en matière

de minéraux critiques recherchent systématiquement la prévisibilité du suivi, la stabilité des conditions d'investissement et la disponibilité de capacités techniques — éléments qui apparaissent de manière récurrente dans les différentes stratégies nationales.

L'Union européenne contribue à ce processus par une approche propre, structurant sa politique autour de l'intégration des chaînes d'approvisionnement, de l'identification de projets stratégiques — y compris dans des pays tiers — et de la réduction des dépendances excessives. Le Critical Raw Materials Act combine instruments réglementaires, standards et coopération internationale, projetant vers l'extérieur une logique visant non seulement à sécuriser l'approvisionnement, mais aussi à influencer sur les conditions dans lesquelles cet approvisionnement se produit.

La Chine occupe dans ce dispositif une position structurelle particulière. Plus que d'organiser la demande par des accords explicites, elle a construit une position dominante tout au long de la chaîne, notamment dans le traitement. Un trait caractéristique de sa stratégie est le recours à des véhicules spécifiques — joint-ventures et sociétés à vocation spéciale — par lesquels des entreprises chinoises acquièrent des participations dans des projets à l'étranger. Ces schémas s'accompagnent généralement d'accords d'offtake assignant la production entre actionnaires en proportion de leurs participations, garantissant qu'une proportion significative du minerai extrait se dirige vers la Chine pour traitement. Ce modèle assure un accès de long terme aux ressources à la source, tout en maintenant un degré significatif de contrôle sur leur destination, combinant investissement direct, intégration verticale et sécurisation de l'approvisionnement.

2.3 Entre organisation stratégique et flux commerciaux réels

Dans ce contexte, il est essentiel de distinguer entre l'organisation stratégique de la demande et sa matérialisation effective. Pour les minéraux critiques — et particulièrement pour le cuivre et le lithium —, la demande réelle demeure fortement concentrée en Chine, qui est non seulement l'acteur central du traitement, mais aussi la principale destination des exportations actuelles des pays producteurs.

Cette réalité crée une tension structurelle. Alors que diverses économies industrialisées avancent dans la construction de schémas d'approvisionnement alternatifs, les flux commerciaux existants reflètent une dépendance significative à l'égard de la demande chinoise. Dans le cas du cuivre, par exemple, la majeure partie du concentré exporté par des pays comme le Chili ou le Pérou est destinée à ce marché, tandis que le cuivre raffiné présente une diversification géographique plus marquée.

Cela implique que l'insertion internationale doit être pensée à la fois en termes d'alignements stratégiques et en fonction des conditions réelles du marché. La compatibilité entre objectifs de politique extérieure et dynamiques commerciales effectives devient ainsi un élément central de toute stratégie d'insertion dans les chaînes de valeur des minéraux critiques.

La transformation des ressources en réserves reflète des conditions économiques, réglementaires et technologiques, mais aussi — de manière croissante — des conditionnements internationaux. Dans un contexte où la viabilité des projets dépend du financement structuré, des accords d'offtake et de l'accès aux marchés, la disponibilité géologique est une condition nécessaire mais non suffisante. À cela s'ajoute la manière dont un pays articule facteurs internes et externes pour attirer des investissements et influencer sur les conditions d'intégration de cette ressource dans les chaînes d'approvisionnement. Pour la France, le Brésil et leurs partenaires européens, c'est précisément cette articulation stratégique — entre ressources atlantiques, insertion dans les marchés globaux et coopération diplomatique — qui constituera la clé de la valorisation de la Guyane Bleue et de l'Amazonie Bleue.

3. LA GUYANE BLEUE : FENÊTRE ATLANTIQUE DE LA SOUVERAINETÉ FRANÇAISE ET EUROPÉENNE

3.1 Une ZEE aux ressources sous-évaluées

La ZEE guyanaise s'étend sur environ 130 000 km² dans l'Atlantique équatorial, entre l'embouchure de l'Amazonie au sud-ouest et le plateau continental guyanais au nord-est. Ses fonds marins présentent une géologie complexe, marquée par les dépôts sédimentaires issus de l'Amazonie et les formations volcaniques archaïques du socle guyanais. Des études préliminaires de l'Ifremer ont mis en évidence la présence de sulfures hydrothermaux et de concentrations ferromanganésifères dans certaines zones profondes, bien que leur évaluation économique reste à préciser.

Plus immédiatement, la ZEE guyanaise accueille une activité pétrolière offshore en développement. La découverte du gisement de Zaedyus en 2011 par Total (désormais TotalEnergies) avait ouvert des perspectives importantes, mais son développement n'a pas été poursuivi dans le contexte de prix bas de 2014-2016. Dans le nouveau contexte énergétique, marqué par la crise de 2022 et les impératifs de diversification, ces ressources retrouvent une pertinence stratégique.

La position géographique de la Guyane française lui confère également un rôle de « passerelle atlantique » : sa proximité avec la ZEE brésilienne crée les conditions d'une coopération maritime et économique naturelle entre les deux États. La frontière maritime franco-brésilienne, définie par des accords bilatéraux, est l'une des rares frontières maritimes directes entre un État membre de l'Union européenne et un État du BRICS.

3.2 La Guyane Bleue comme avant-poste européen dans l'Atlantique Sud

Pour l'Union européenne, la Guyane Bleue représente bien davantage qu'une ZEE nationale française. C'est le seul espace maritime de l'UE directement présent dans l'Atlantique Sud, ce qui en fait un actif géostratégique de premier plan pour la politique maritime européenne. Le fait que la France soit simultanément une puissance atlantique septentrionale et méridionale — grâce à ses territoires d'outre-mer — confère à l'UE une présence océanique globale que peu d'autres entités politiques possèdent.

Dans le cadre du Critical Raw Materials Act adopté par l'UE en 2024, la Guyane française peut être mobilisée comme point d'entrée privilégié pour les partenariats en matière de minéraux critiques avec le Brésil et d'autres États de la région amazonienne et atlantique. La Guyane Bleue offre à l'Europe un double avantage : la souveraineté juridique immédiate, sans nécessité de négociation diplomatique complexe, et la proximité géographique avec les ressources sous-marines de la dorsale atlantique et des plaines abyssales équatoriales.

4. L'AMAZONIE BLEUE BRÉSILIENNE : PUISSANCE MARITIME ET RESSOURCES STRATÉGIQUES

4.1 Une identité maritime revendiquée

L'Amazonie Bleue est un concept stratégique développé par la Marine brésilienne dans les années 1990

pour désigner l'espace maritime brésilien dans l'Atlantique Sud. Elle couvre l'ensemble de la ZEE brésilienne (3,6 millions de km²) et la Zone économique exclusive étendue reconnue par la CLPC depuis 2007 (qui porte le total à environ 4,5 millions de km²). Ce territoire maritime recèle des ressources qui ont

profondément transformé la trajectoire économique et stratégique du Brésil.

L'exploitation pétrolière offshore y est centrale. Le pré-sal — la couche géologique de pétrole léger découverte en 2006-2007 sous une épaisse couche de sel à 200-300 km des côtes — a hissé le Brésil au rang de puissance pétrolière mondiale. Petrobras est aujourd'hui l'un des principaux opérateurs mondiaux de production en eaux ultra-profondes. En 2023, le Brésil a produit environ 3,8 millions de barils par jour, positionnant l'Amazonie Bleue comme l'un des espaces de production d'hydrocarbures les plus importants au monde en dehors du Moyen-Orient.

Mais l'Amazonie Bleue, c'est aussi la convergence de l'Amazone avec l'Atlantique : l'immense delta fluvial transporte des sédiments riches en minéraux qui reconfigurent les fonds marins côtiers et génèrent des écosystèmes uniques. La biodiversité marine guyanaise-amazonienne — dont le récif de l'Amazone, découvert en 2016, constitue l'expression la plus spectaculaire — représente un patrimoine naturel d'une valeur scientifique et économique potentielle considérable.

4.2 Les ressources minérales des fonds atlantiques

Si les hydrocarbures du pré-sal constituent la richesse la plus connue de l'Amazonie Bleue, les ressources minérales des fonds marins représentent une frontière ouverte et stratégique. Les zones d'extension du plateau continental brésilien, reconnues par la CLPC, incluent des formations géologiques propices à la présence de nodules polymétalliques et de croûtes cobaltifères.

La Chaîne Vitória-Trindade, cet arc volcanique qui s'étend vers l'est depuis le Brésil jusqu'à l'île de Trindade, fait l'objet d'études géologiques approfondies. Des concentrations de cobalt, de nickel et d'éléments des groupes du platine y ont été identifiées. Le Programme de Recherche en Ressources Minérales Marines (REVA) de la Marine brésilienne, en partenariat avec l'Université de São Paulo et le CPRM, documente ces richesses potentielles depuis plus de deux décennies.

5. LES DÉPENDANCES CRITIQUES EUROPÉENNES ET LA FENÊTRE ATLANTIQUE

Le niveau de dépendance de l'Union européenne vis-à-vis de la Chine pour les minéraux critiques constitue aujourd'hui l'une des vulnérabilités structurelles les plus documentées de l'économie européenne. Ces chiffres ne sont pas de simples indicateurs économiques : ils mesurent une vulnérabilité stratégique sans précédent dans un contexte de compétition géopolitique accrue.

Minéral critique	Dépendance Europe / Chine	Usage stratégique principal
Magnésium	97 %	Alliages légers, aéronautique, automobile électrique
Gallium	71 %	Semi-conducteurs, panneaux solaires, LED
Terres rares	90–98 %	Aimants permanents, turbines éoliennes, véhicules électriques
Germanium	59 %	Fibres optiques, détecteurs infrarouges, semi-conducteurs

Tungstène	66 %	Outillage industriel, armement, électronique
Cobalt	68 % (RDC / Chine)	Batteries Li-ion, alliages haute température

Cette situation a des conséquences concrètes sur la capacité de l'Europe à développer des industries stratégiques autonomes. La politique de contrôle des exportations mise en place par la Chine depuis 2023 — portant notamment sur le gallium, le germanium et les terres rares — a démontré la réalité de ces vulnérabilités. La diversification des sources d'approvisionnement est désormais un impératif géopolitique inscrit au cœur du Critical Raw Materials Act de 2024.

C'est dans ce contexte que la Guyane Bleue et l'Amazonie Bleue prennent toute leur importance. Ensemble, ces deux espaces maritimes peuvent contribuer à une stratégie de diversification de l'approvisionnement européen en minéraux critiques, articulée autour de trois piliers : l'exploration et l'exploitation des fonds marins de l'Atlantique équatorial, la valorisation des ressources terrestres des bassins amazoniens adjacents, et la construction d'une chaîne logistique atlantique intégrée.

DONNÉES CLÉS : Le potentiel stratégique atlantique

- ZEE française totale : 11,7 millions de km² (2e mondiale) — dont ~130 000 km² en Guyane • Amazonie Bleue brésilienne : 4,5 millions de km² dans l'Atlantique Sud
- Production pétrolière offshore brésilienne : ~3,8 Mb/j (2023), 95 % en eaux profondes •
- Frontière maritime directe France-Brésil : seule frontière UE-BRICS dans l'Atlantique •
- Récif de l'Amazone : 9 600 km², écosystème sous-marin unique découvert en 2016 •
- Investissements Petrobras dans le pré-sal : >250 milliards USD sur la décennie 2020-2030

6. VERS UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE FRANCO-BRÉSILIEN-EUROPÉEN

6.1 Une relation bilatérale à approfondir

La relation franco-brésilienne dispose d'une base diplomatique solide. Le Partenariat Stratégique franco-brésilien, établi en 1997 et approfondi depuis, couvre des domaines allant de la coopération spatiale (Ariane / VLS, base de Kourou) à la défense (accord de transfert de technologie des sous-marins Scorpène, programme PROSUB), en passant par la coopération sur la biodiversité et le changement climatique. La base de lancement de Kourou, en Guyane française, symbolise à elle seule la profondeur de cette coopération : c'est depuis l'Amazonie atlantique que l'Europe et le Brésil ont accès à l'espace.

Pourtant, cette relation n'a pas encore pleinement embrassé la dimension maritime atlantique comme axe central de coopération. La Guyane Bleue et l'Amazonie Bleue restent largement absentes des cadres de coopération bilatérale formels, cantonnées à des accords sectoriels sur la pêche, la surveillance maritime ou l'environnement marin. L'heure est venue de dépasser cette approche fragmentée pour construire une architecture atlantique intégrée.

6.2 Les axes d'une coopération géoéconomique atlantique

Une coopération stratégique entre la France, le Brésil et l'Union européenne dans l'Atlantique Sud devrait articuler trois axes complémentaires :

- **Axe minéraux critiques** : un programme conjoint franco-brésilien d'exploration et d'évaluation des ressources minérales des fonds de l'Atlantique équatorial, intégrant les capacités scientifiques de l'Ifremer et du Programme REVA brésilien, et bénéficiant du cadre institutionnel de l'AIFM pour les zones situées au-delà des juridictions nationales.

- **Axe énergie offshore** : un partenariat industriel et technologique dans le domaine des énergies marines renouvelables (EMR), notamment l'éolien offshore flottant et l'énergie des vagues, adapté aux conditions spécifiques de l'Atlantique tropical.
- **Axe sécurité maritime** : un renforcement de la coopération opérationnelle entre la Marine nationale française et la Marine brésilienne pour la surveillance et la sécurisation de l'Atlantique Sud, incluant la lutte contre la pêche illégale, le trafic de stupéfiants et d'autres formes de criminalité maritime transfrontalière.

6.3 Le rôle catalyseur de la frontière franco-brésilienne

La frontière terrestre entre la Guyane française et le Brésil — la plus longue frontière entre un territoire européen et un pays du BRICS — est un atout sous-exploité. Les initiatives de coopération transfrontalière dans le domaine de la surveillance de l'Amazone, développées dans le cadre du Groupe de Travail Frontalier Franco-Brésilien, montrent que cette frontière peut être un laboratoire de coopération plutôt qu'une ligne de fracture.

Pour la dimension maritime, cette logique de « frontière laboratoire » peut être étendue : la coordination des patrouilles maritimes dans la zone frontière offshore entre les ZEE française et brésilienne, l'harmonisation des systèmes de surveillance maritime (VMS pour la pêche, AIS pour la navigation), et la création d'une zone de coopération scientifique marine englobant les eaux des deux pays à proximité du delta de l'Amazone constitueraient autant d'avancées concrètes.

7. GOUVERNANCE, DROIT DE LA MER ET COOPÉRATION RÉGIONALE

7.1 Le cadre institutionnel de l'Atlantique Sud

L'Atlantique Sud dispose d'un cadre institutionnel original, marqué par la coexistence de plusieurs mécanismes de coopération régionale aux mandats partiellement superposés. La Zone de Paix et de Coopération de l'Atlantique Sud (ZPCSA), créée par résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1986, regroupe 24 États africains et sud-américains riverains de l'Atlantique Sud dans un cadre de coopération pour la paix, la sécurité et le développement.

Bien que la France ne soit pas membre de la ZPCSA — en raison de la présence de la Guyane française, territoire européen —, elle entretient des liens étroits avec plusieurs de ses membres. L'articulation entre la ZPCSA et le partenariat UE-Brésil pourrait constituer un vecteur d'influence diplomatique pour une architecture de gouvernance maritime atlantique plus inclusive et équilibrée.

L'AIFM, basée à Kingston (Jamaïque), joue un rôle croissant dans la régulation de l'exploitation des ressources minérales des fonds marins internationaux. Le Brésil est l'un des acteurs les plus actifs de cette institution, et la France y exerce une influence significative, notamment via ses contrats d'exploration de nodules polymétalliques dans la Zone Clarion-Clipperton (Pacifique) et dans la Zone de l'Atlantique central. Une coordination franco-brésilienne au sein de l'AIFM, notamment sur l'élaboration du Mining Code réglementant l'exploitation minière des fonds marins, représenterait un levier

7.2 Le Critical Raw Materials Act européen et ses implications atlantiques

Le Règlement (UE) 2024/1252, dit Critical Raw Materials Act, établit un cadre pour garantir l'accès sécurisé et durable de l'Union européenne aux matières premières critiques. Il fixe notamment l'objectif

qu'aucun pays tiers ne représente plus de 65 % des importations européennes d'un minéral critique donné d'ici 2030. Cette disposition, directement ciblée sur la concentration actuelle des approvisionnements en Chine, crée un cadre politique favorable à la diversification vers des partenaires atlantiques.

Le Mémoire d'Entente signé entre l'UE et le Brésil en 2023 sur les chaînes de valeur durables des matières premières constitue un premier pas dans cette direction. Son ambition va bien au-delà de l'approvisionnement brut : il inclut des objectifs de coopération industrielle et technologique, visant à permettre au Brésil de monter dans les chaînes de valeur du traitement et de la transformation des minéraux, plutôt que de rester cantonné au rôle de fournisseur de matières premières.

Pour la Guyane Bleue, ce cadre européen crée des opportunités spécifiques : les ressources minérales de la ZEE guyanaise, relevant directement du droit de l'UE, pourraient être intégrées dans les schémas d'approvisionnement stratégique européens sans nécessiter les complexités diplomatiques d'un accord avec un pays tiers.

7.3 La gouvernance réglementaire comme enjeu stratégique

Au-delà des cadres institutionnels formels, la compétition pour les minéraux critiques s'exprime dans un espace moins visible mais tout aussi déterminant : la définition des standards et des cadres réglementaires qui conditionnent l'accès aux marchés. Dans cet espace, la compétition ne se joue pas uniquement en termes de production ou de logistique, mais dans la capacité à influencer sur les règles déterminant quels produits peuvent circuler, dans quelles conditions et avec quels coûts associés.

Les décisions réglementaires récentes en Europe illustrent cette dynamique de manière concrète. En mars 2025, la Commission européenne a approuvé une décision déléguée classifiant la black mass — le matériau intermédiaire issu du recyclage des batteries lithium-ion, riche en lithium, cobalt et nickel — comme déchet dangereux. En vertu de la Convention de Bâle et du règlement européen sur les exportations de déchets dangereux, cette classification entraîne une interdiction d'exportation de la black mass vers les pays non membres de l'OCDE. Conçue dans une logique environnementale, la mesure a pour effet de retenir ce matériau au sein de l'économie européenne et de favoriser le développement de capacités propres de recyclage.

Par ailleurs, le Comité d'évaluation des risques de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) a classifié le carbonate, le chlorure et l'hydroxyde de lithium comme substances toxiques pour la reproduction de catégorie 1A au titre du règlement CLP, classification intégrée dans la liste ATP 21 en vigueur depuis septembre 2025. Une telle classification active automatiquement des restrictions d'usage au titre du règlement REACH et peut restreindre les conditions d'accès au marché européen pour les produits contenant ces substances. Ces décisions s'inscrivent dans un entrelacs normatif plus large, où convergent réglementations internes, accords internationaux et standards privés.

À l'échelle internationale, la gouvernance des minéraux critiques se caractérise par la superposition de multiples forums aux mandats partiels. L'Organisation mondiale du commerce, la Convention-cadre sur les changements climatiques, les organes du système des Nations Unies, l'OCDE et d'autres instances

interagissent de manière pas toujours cohérente, générant un enchevêtrement où les normes commerciales, environnementales et technologiques se superposent et parfois s'opposent. La capacité à naviguer dans cet espace normatif fragmenté — et, mieux encore, à l'influencer — constitue un avantage compétitif croissant pour les États.

Dans le cas de la Guyane Bleue et de l'Amazonie Bleue, cette dimension réglementaire revêt une importance particulière : les ressources des fonds marins de l'Atlantique équatorial sont soumises à des

cadres réglementaires en pleine évolution. L'AIFM développe actuellement les instruments encadrant l'exploitation minière des grands fonds sous la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. La participation active et coordonnée de la France et du Brésil à ces négociations est déterminante non seulement pour protéger leurs intérêts souverains, mais aussi pour construire un cadre de gouvernance équitable pour les ressources communes de la Zone internationale.

8. LA DIMENSION TECHNOLOGIQUE ET SCIENTIFIQUE

La souveraineté sur les ressources marines ne se résume pas à la capacité juridique d'exploiter une ZEE ou un plateau continental. Elle requiert des capacités technologiques et scientifiques permettant d'identifier, d'évaluer, et finalement d'exploiter ces ressources de manière souveraine. L'expérience des minéraux critiques terrestres montre que les pays qui restent au stade de la fourniture de matières premières brutes — sans développer leurs propres capacités de traitement, de raffinage et de transformation — sont structurellement désavantagés dans les chaînes de valeur globales.

Sur ce point, la France et le Brésil disposent d'atouts complémentaires qui méritent d'être valorisés dans un cadre de coopération atlantique renforcé. L'Ifremer (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer) est l'une des institutions de recherche océanographique les plus avancées au monde, avec une expertise reconnue dans la géologie des fonds marins, la biologie marine et les technologies de plongée profonde. Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), l'IPG Paris et plusieurs universités françaises entretiennent des programmes de recherche actifs sur la géologie de l'Atlantique équatorial.

Du côté brésilien, l'Institut Océanographique de l'Université de São Paulo (IO-USP), le CPRM (Service géologique du Brésil), le Centre de Recherche et Développement de Petrobras (CENPES) — l'un des plus grands centres de R&D du secteur pétrolier mondial — et le programme PROMAR de la Marine brésilienne constituent un écosystème de recherche maritime et géologique de premier plan.

La convergence de ces capacités — expertise française en recherche fondamentale et en géologie marine, expertise brésilienne en ingénierie offshore et en exploitation en eaux profondes — offre les conditions d'un partenariat scientifique et technologique exceptionnel pour l'exploration et l'évaluation des ressources minérales de l'Atlantique Sud. L'extension de cet écosystème à d'autres partenaires européens dotés de capacités complémentaires — la Norvège pour les technologies offshore, l'Allemagne pour la métallurgie des métaux rares, les Pays-Bas pour la robotique sous-marine — renforcerait encore l'avantage comparatif d'une telle alliance atlantique.

9. GÉOGRAPHIE, LOGISTIQUE ET ARCHITECTURE INDUSTRIELLE

Comme le montre l'analyse développée par le CARI pour l'Argentine, la compétition pour les ressources critiques ne se joue pas seulement dans les zones d'extraction, mais dans la capacité à intégrer ces ressources dans des schémas logistiques et productifs efficaces. Pour la Guyane Bleue et l'Amazonie

Bleue, cette dimension logistique revêt une importance particulière en raison de l'éloignement géographique des grands marchés consommateurs européens.

La position géographique de la Guyane française offre cependant un avantage significatif : elle est à la fois un territoire européen et une base logistique dans l'Atlantique équatorial. Le port de Dégrad des Cannes, situé à l'embouchure de la Cayenne, et les infrastructures portuaires en développement à Saint-Laurent-du-Maroni représentent des points d'entrée naturels pour une chaîne logistique atlantique

franco-brésilienne. Le projet de pont routier franco-brésilien sur l'Oyapock, inauguré en 2017, illustre la maturation de cette connexion terrestre.

Pour les ressources des fonds marins, la logistique est plus complexe et implique des investissements technologiques lourds : navires miniers spécialisés, systèmes de remontée des sédiments, installations de traitement à bord ou dans des ports proches. L'expérience de la production pétrolière offshore brésilienne — qui a développé tout un écosystème industriel de soutien autour des champs pétroliers offshore, des FPSO et des ports spécialisés — offre un modèle transposable, au moins partiellement, à l'exploitation minière des fonds marins.

La dimension régionale présente un aspect qui dépasse la question strictement logistique. La géographie pertinente pour les minéraux critiques ne se limite pas à la localisation des ressources ni aux corridors d'exportation : elle inclut également l'échelle de marché nécessaire pour que certaines étapes du traitement soient économiquement viables. Le Brésil dispose d'un marché intérieur de taille significative dans les secteurs liés à la transition énergétique, incluant une demande naissante mais croissante de véhicules électriques, ainsi qu'une dotation en ressources minérales complémentaires qui le positionne comme un nœud potentiel dans le développement de chaînes productives régionales. De ce point de vue, l'intégration régionale cesse d'être une option pour devenir une condition d'un certain modèle d'insertion dans la chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques.

Cette réalité souligne l'importance de l'architecture institutionnelle de coopération régionale. Les pays de la région ont jusqu'à présent tendance à développer des solutions logistiques de manière individuelle, sans progresser vers des schémas de planification partagée. Cela limite la capacité à tirer parti des économies d'échelle, réduit la prévisibilité pour les investisseurs et affaiblit la position relative face aux pays consommateurs. Pour la France et le Brésil, dont la frontière commune constitue le seul point de contact direct entre l'Union européenne et l'espace atlantique sud-américain, construire des schémas logistiques et industriels intégrés représente à la fois un avantage compétitif et une nécessité stratégique.

À terme, l'enjeu est la constitution d'un « corridor atlantique de valeur ajoutée » : de l'extraction des ressources dans les fonds marins de l'Atlantique équatorial au traitement et à la transformation dans les installations industrielles de Guyane française ou du nord du Brésil, jusqu'à l'exportation vers les marchés européens et brésiliens. Un tel corridor impliquerait des investissements substantiels dans les capacités portuaires, industrielles et de recherche des deux côtés de la frontière franco-brésilienne.

10. CONCLUSION : POUR UNE ARCHITECTURE ATLANTIQUE DE SOUVERAINETÉ

La Guyane Bleue et l'Amazonie Bleue brésilienne forment ensemble une fenêtre stratégique unique au XXI^e siècle. Leur convergence géographique, la complémentarité des capacités scientifiques et industrielles française et brésilienne, et l'urgence de la diversification européenne en minéraux critiques

créent les conditions objectives d'un partenariat atlantique structurant — une architecture de souveraineté qui pourrait transformer la vulnérabilité stratégique actuelle de l'Europe en un avantage compétitif durable.

Comme le souligne l'approche analytique développée pour les pays producteurs de minéraux critiques, la disponibilité des ressources n'est qu'un point de départ. La valeur stratégique d'un actif géologique ne se réalise que dans la mesure où il est intégré dans des stratégies cohérentes, articulant diplomatie, investissement, technologie et gouvernance. Pour la France et le Brésil, l'heure n'est plus à l'exploration fragmentée des possibilités atlantiques, mais à la construction délibérée d'une architecture intégrée.

Cette architecture devrait reposer sur cinq piliers :

- Un programme franco-brésilien d'exploration et d'évaluation des ressources minérales des fonds de l'Atlantique équatorial, associant les capacités de l'Ifremer, du CPRM et de la Marine brésilienne, et bénéficiant d'un financement européen dans le cadre du CRMA.
- Un partenariat industriel et technologique dans le domaine de l'énergie offshore, intégrant les savoir-faire complémentaires de TotalEnergies, de Petrobras et des acteurs européens des énergies marines renouvelables.
- Un renforcement de la coopération diplomatique franco-brésilienne au sein de l'AIFM, pour influencer l'élaboration du Mining Code et défendre une gouvernance équitable des ressources des fonds marins internationaux.
- Une architecture de sécurité maritime renforcée dans l'Atlantique Sud, articulant la Marine nationale française et la Marine brésilienne dans le cadre d'exercices conjoints et d'opérations communes de lutte contre la pêche illicite et la criminalité transnationale.
- Un « Hub atlantique de souveraineté », basé en Guyane française, qui serve de plateforme physique et institutionnelle pour la coordination de tous ces axes : centre de recherche océanographique franco-brésilien, zone industrielle offshore spécialisée et centre de formation aux métiers de la mer et des ressources sous-marines.

L'Atlantique Sud n'est pas la périphérie du monde. C'est, au contraire, l'un de ses fronts avancés — un espace où se joue, dans les décennies à venir, une partie décisive de la compétition mondiale pour les ressources, l'énergie et la puissance maritime. La France et le Brésil, avec la Guyane Bleue et l'Amazonie Bleue, ont les cartes en main pour en être des acteurs souverains, et non des spectateurs dépendants. Le moment est venu de transformer cette fenêtre stratégique en architecture de puissance.

RÉFÉRENCES ET SOURCES

- Bosch, R. (2026). Minerales críticos y política exterior : ámbitos de acción internacional para la Argentina. CARI — Consejo Argentino para las Relaciones Internacionales, N.º 15.
- Baskaran, G. et Schwartz, J. (2026). FORGE and Project Vault : New Architectures for Critical Minerals Supply Security. Resources for the Future / CSIS.
- Commission européenne (2025). Décision déléguée relative à la classification de la black mass comme déchet dangereux. Journal officiel de l'UE, mars 2025.
- Commission européenne (2024). Règlement (UE) 2024/1252 du Parlement européen et du Conseil — Critical Raw Materials Act. Journal officiel de l'UE.
- Department of Industry, Science and Resources — Austrade (2023). Australia's Critical Minerals Strategy

2023–2030. Canberra.

ECHA — Agence européenne des produits chimiques (2024). Classification ATP 21 : carbonate, chlorure et hydroxyde de lithium. Helsinki.

International Energy Agency (2025). Global Critical Minerals Outlook 2025. IEA, Paris.

Ifremer (2022). Ressources minérales marines — Bilan et perspectives. Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer.

Irrarrázaval, F. et Obaya, M. (2026). Copper, Lithium and Regional Integration in South America. CEPAL / FLACSO.

Marine nationale française / SHOM (2023). Atlas de la ZEE française. Service Hydrographique et Océanographique de la Marine.

Mémorandum d'Entente UE–Brésil sur les chaînes de valeur durables des matières premières. Bruxelles, juin 2023. Office of the Spokesperson (2026). FORGE Partnership Update. U.S. Department of State, Washington D.C. Petrobras (2024). Plano Estratégico 2024–2028. Rio de Janeiro.

The White House (2025). National Security Strategy — Critical Minerals and Industrial Resilience. Washington D.C.

Autorité Internationale des Fonds Marins / ISBA (2024). Mining Code — Draft Regulations on Exploitation of Mineral Resources in the Area. Kingston.

CPRM — Serviço Geológico do Brasil (2023). Recursos Minerais da Plataforma Continental Brasileira.

Brasília. Accord de Partenariat Stratégique France–Brésil. Paris, 1997 (révisé 2008, 2019).

Résolution 41/11 de l'Assemblée générale des Nations Unies (1986). Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (ZPCSA).

Groupe de Travail Frontalier Franco-Brésilien (2022). Rapport annuel de coopération transfrontalière Guyane–Amapá. Paris / Brasília.

